



Déclaration liminaire

Au cours du 2ème semestre 2015, les fédérations syndicales des **Finances Solidaires**, CGT, FO, CFDT et CFTC/UNSA ont boycotté les instances et ont exprimé à diverses reprises les motifs de leur mécontentement.

Elles ont notamment dénoncé la véritable remise en cause de la politique sociale dans les ministères économiques et financiers (MEF) par la baisse de 30 millions d'€ des crédits dédiés à l'action sociale pour 2016.

Lors de notre rencontre du 3 décembre dernier, elles ont réclamé des discussions sur l'avenir de l'action sociale au sein des MEF, son financement ainsi que sur l'avenir et le fonctionnement des trois associations ALPAF, EPAF et AGRAF.

A ce jour, aucun calendrier de concertation n'a été proposé aux fédérations.

Aujourd'hui, les fédérations, attachées à une action sociale de haut niveau, exigent l'ouverture d'un cycle de discussions portant sur :

- ▶ Un état des lieux de l'action sociale ministérielle en fonction de besoins en concertation avec les organisations syndicales sur l'ensemble du périmètre de l'action sociale.
- ▶ Un budget alloué aux politiques sociales correspondant aux besoins exprimés.
- ▶ les associations : leur gouvernance, leur autonomie, les droits et garanties des personnels y exerçant
- ▶ le dialogue social tant au sein des assemblées générales des associations que des conseils de surveillance.
- ▶ Le dialogue social avec le service DRH3 à tous niveaux.
- ▶ La diffusion de l'information au niveau des représentants des personnels

Par ailleurs, **nous tenons à dénoncer** l'attitude de la DGFIP qui semble avoir décidé unilatéralement de la fermeture de petites structures de restauration.

C'est pourquoi **nous exigeons** qu'un groupe de travail consacré à la restauration soit convoqué de toute urgence.

La nouvelle circulaire concernant les RIA n'a pas été communiquée aux fédérations.

Quant à la circulaire de la DGFIP sur la restauration financière, aucun nouveau groupe de travail n'a eu lieu et elle n'a toujours pas été présentée au CNAS alors qu'elle est lourde de conséquences et déjà mise en application.

Croyez vous que cette attitude relève d'un bon dialogue social ?

Nous notons également que la note d'orientation pour 2016 de l'action sociale ne figure pas parmi les documents à l'appui de ce CNAS.

Cette note n'aurait-elle plus cours ?

Mais peut-être estimez-vous que les organisations syndicales n'ont pas à en avoir connaissance et encore moins à la discuter ?

Nous attendons vos explications sur ce point.

Nous déplorons également que le CNAS ne se tienne que sur une demi-journée, ce qui n'augure pas d'un dialogue social de qualité.

Enfin, la situation des assistants de service social avec la mise en place du RIFSEEP nous préoccupe au plus haut point mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

L'ordre du jour de ce CNAS porte en particulier sur le projet de budget de l'action sociale pour 2016.

Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC/UNSA refusent de cautionner un tel budget qui consacre pour la première fois aux MEF la réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale.

Ce budget est une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents des MEF qui subissent par ailleurs la baisse de leur pouvoir d'achat et de leurs rémunération et qui doivent faire face à des suppressions massive d'effectifs et à des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Les Fédérations réaffirment leur attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents.

Elles réaffirment également leur volonté de garantir l'Action Sociale comme une priorité des politiques ministérielles.

